



Bruxelles, capitale du lobbying européen (3/3)

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 13 mars 2019

[madaniya.info](http://www.madaniya.info) 11 mars 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

1 - Bruxelles, capitale du lobbying européen, plateforme majeure du lobby juif pour l'ensemble européen

Bruxelles, capitale politique de l'Union Européenne, est également la capitale du lobbying européen, en une reproduction miniature de l'industrie du lobbying américaine, la plateforme majeure du lobby juif pour l'ensemble des 27 pays membres de l'Union Européenne. Un phénomène d'attraction identique à celui qu'exerce auprès des ONG, Genève, le siège européen des Nations Unies.

A Genève, la cité-état helvétique accueille le siège du Conseil des Droits de l'Homme, le Palais des Nations Unies, siège de la défunte «Société des Nations», le précurseur de l'ONU, un grand nombre de sièges d'agences internationales directement liées à l'ONU, de même qu'elle abrite quelques grandes et petites ONG: 13.500 sont enregistrées mondialement à l'EcoSoc à New-York (États Unis) et 13.000 Fondations en Suisse, accréditant l'idée d'une industrie florissante.

Pour aller plus loin sur ce sujet <https://www.madaniya.info/2018/03/01/geneve-l-ong-une-industrie-florissante/>

La proportion est sensiblement identique à Bruxelles: Présents à tous les échelons de la prise de décision de l'Union européenne, les lobbyistes seraient entre 15.000 et 30000 à Bruxelles, soit l'équivalent des effectifs du Ministère français des affaires étrangères. Les plus grandes entreprises françaises comme EDF, Engie ou Total, consacrent jusqu'à 2 millions d'euros par an en rencontres, plaidoyers et conférences pour influencer commissaires, fonctionnaires et élus européens.

Premier échelon du processus législatif européen, la Commission européenne est la cible privilégiée des lobbyistes. Dernier exemple en date: les «Monsanto Papers» ont révélé que des passages entiers de textes de la Commission européenne étaient copiés sur les argumentaires de la firme américaine pour prouver la non-dangerosité du glyphosate.

Plus de 10.000 organisations sont enregistrées dans la capitale belge auprès des institutions européennes sur le registre officiel des lobbys de l'Union européenne. Environ un millier sont françaises. Parmi elles, quelques ONG, mais surtout des grandes entreprises, des associations industrielles et des cabinets de consultants. Tous œuvrent pour faire prévaloir leurs intérêts auprès des décideurs européens.

Le phénomène des «portes tournantes» -autrement dit des allées et venues entre Commission et secteur privé- la version française du pantouflage, est régulièrement dénoncé par les ONG bruxelloises.

Au-delà des cas emblématiques des anciens commissaires européens comme Manuel Barroso passé chez Goldman Sachs ou Connie Hedegaard chez Volkswagen[, le phénomène concerne tous les échelons hiérarchiques de la Commission, et expliquerait en grande partie sa réceptivité aux arguments des lobbys.

Dans le grand jeu du lobbying auprès des institutions européennes, les multinationales bénéficient ainsi d'un rapport de forces favorable non seulement par rapport aux ONG et aux syndicats, mais aussi par rapport à leur concurrentes plus petites et moins internationalisées.

Ainsi, les trois entreprises françaises qui dépensent le plus pour défendre leurs intérêts auprès de la Commission sont toutes issues du secteur de l'énergie. EDF et Engie ont respectivement 14 et 13 lobbyistes «maison» enregistrés à Bruxelles, et déboursent chacune plus de 2,25 millions d'euros de frais de lobbying auprès des institutions européennes. Le pétrolier Total qui emploie six lobbyistes permanents, a dépensé, lui, plus de 2,5 millions d'euros de frais de lobbying auprès des institutions européennes en 2015.

2 - La Belgique dans la 2^{ème} Guerre mondiale

Contrairement à la France qui a capitulé et collaboré avec l'Allemagne nazie, devant fut sous Vichy l'antichambre des camps de la mort, la Belgique a proclamé sa neutralité durant la 2^{me} guerre mondiale. A la suite de sa reddition, le Roi Léopold, assigné à résidence à son château, a rejeté la coopération avec les Nazis et refusé d'administrer la Belgique selon leurs préceptes, favorisant le départ vers Paris puis Londres du gouvernement belge. En dépit de cette désobéissance passive, le Roi Leopold sera néanmoins destitué à la fin de la guerre et remplacé par son fils Baudouin

3- La communauté juive de Belgique: Les diamantaires d'Anvers et Nathan Wienstock.

La communauté juive de Belgique, au nombre de 40.000 membres, obéit au même maillage que les autres communautés juives du monde occidental, selon le déploiement suivant de ses principales articulations: Fondation Auschwitz, Fondation de la mémoire contemporaine, Kazerne Dossin (Memorial Museum and Documentation Center on the Holocausts and Human Rights), Musée juif de Belgique, l'Institut voor Joodse Studies-Universiteit Antwerpen, le Centre d'études et de documentation Genre et Sociétés contemporaines...

En superposition aux synagogues et organismes de prévoyance sociale: Consistoire central israélite de Belgique, Cercle Ben Gourion, Radio Judaica, Forum Der Joodse Organsaties, Centre communautaire laïc de Bruxelles, Union des progressistes juifs de Belgique et Comité de coordination des organisations juives de Belgique, l'équivalent belge du CRIF français.

Malgré sa faible importance numérique, la communauté juive de Belgique n'en dispose pas moins d'un important levier d'influence, la place forte de ses diamantaires à Anvers.

Environ 80 pour cent de la population juive d'Anvers vit de l'industrie du Diamant, et plus de la moitié de la production mondiale transite par ce quartier, situé à proximité de la gare centrale. Les centres diamantaires servent aussi de lieux de réunion, où tous les sujets communautaires, culturels politiques, d'intérêt juifs y sont abordés. Toutefois ce monopole est en voie de passer sous contrôle des Indiens qui contrôlent déjà près de 80 pour cent du commerce des pierres précieuses.

Autre levier d'influence, «l'Institut d'études du judaïsme à l'Université Libre de Bruxelles», dont l'un de ses plus célèbres pensionnaires n'est autre NATHAN WEINSTOCK, notoire pour son engagement antisioniste et pour le revirement qui s'est ensuivi. Issu de la gauche

israélienne, membre du parti Matzpen, Nathan Weinstock est l'auteur, en 1969, d'un retentissant ouvrage «Le sionisme contre Israël» qui demeure à ce jour la réfutation la plus documentée, la plus argumentée, la plus systématique du projet sioniste.

Il récidivera en 1970 avec un autre ouvrage «Le Mouvement révolutionnaire arabe», deux titres qui deviendront des classiques antisionistes; cet historien né en Belgique reniera cependant ses engagements de jeunesse, à l'instar de la journaliste du Figaro, Annie Krigel, qui passera de l'ultracommunisme à l'ultrasionisme sans le moindre sas de décompression, de son neveu Alexandre Adler, du philosophe français André Glusckman, du secrétaire de Jean Paul Sartre, Benny Lévy et de Romain Goupil, toute cette gauche mutante, le plus important vivier du néo conservatisme pro israélien de l'époque contemporaine.

En dépit de son parcours erratique, cet historien, né en Belgique, spécialiste de la criminologie demeure pour bon nombre d'observateurs une référence intellectuelle, dont la parole fait infiniment plus d'autorité que les saltimbanques médiatiques du calibre de Bernard Henry Lévy.

Une prise de guerre inestimable pour le camp pro israélien qui lui confère la puissance d'un lobby à lui tout seul.

Pour aller plus loin sur la communauté juive de Belgique, ce lien

<https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-1963-41-page-1.html>

4- Les électrons libres du lobbying pro atlantiste et pro israélien:

A - Le Conseil Européen des Relations Extérieures- European Council of Foreign Relations European Council (ECFR)

Le Conseil Européen des Relations Extérieures est une structure européenne qui se déclare officiellement indépendante, mais qui fait office en fait de relai de la pensée stratégique de la doxa atlantiste. Sa composition dispense d'ailleurs de tout commentaire:

Georges Soros, un des cosmocrates les plus en vue de la finance internationale qui se targue de philanthropie en guise de couverture médiatique, de même que son alter ego français Alain Minc, un serial plagiaire, condamné à deux reprises pour son emprunt massif au travail du philosophe Patrick Rodel sur Spinoza, en 1999, puis pour un emprunt de 47 pages au livre de Pascale Froment sur René Bousquet.

Parmi les membres du CERE-ECFR figurent Bernard Kouchner, ancien ministre français des Affaires étrangères et Dominique Strauss Khan, deux des artisans français de la déconstruction de la politique arabe de la France, Jean-David Levitte, ancien Sherpa du Président Nicolas Sarkozy lui aussi impliqué par la politique de «désarabisation du Quai», ainsi que Pierre Moscovici, Commissaire européen, successeur de son ami Jérôme Cahuzac au ministère français de l'économie; Dana Pinto, historienne spécialiste des «espaces juifs», enfin «les demoiselles de Bilderberg», l'inévitable trio journalistique chargé du service après vente de la commercialisation médiatique de la production du centre: Christine Ockrent, épouse Bernard Kouchner, Sylvie Kauffmann, Directrice éditoriale du journal Le Monde et Bassma Kodmani, supplétive du pouvoir français au sein de l'opposition off shore syrienne dans la guerre de destruction de son pays d'origine.

Dernier et non le moindre des membres de ce centre n'est autre que François Burgat, conférencier à l'Otan, l'idiot utile du terrorisme islamique international, qui a bénéficié d'une subvention de 2 millions d'euros du centre pour son travail sur «les révolutions arabes»,

désormais président de la section parisienne du « Centre Arabe de Paris », après sa mise à la retraite académique.

B- « Les Amis Européens d'Israël »: de la confusion des genres entre fonction législative et sponsoring de type lobbyiste

Ce groupe a été inauguré en 2006 dans le but de devenir un lobby pro-israélien du type AIPAC en Europe. Il est constitué de plusieurs parlementaires pro-israéliens de l'Union Européenne et d'hommes d'affaires juifs le sponsorisant afin d'amplifier la coopération entre les parlementaires pro-israéliens sur l'ensemble du continent et aider à améliorer l'image d'Israël, «à faire de l'Europe un allié d'Israël». Selon Yehoshua Ben-Yosef, représentant de ce groupe de pression en Israël, 150 membres du Parlement européen avaient rejoint ce groupe de pression, présidé par Michel Gur Ari.

Voir à ce propos Europe 10 septembre 2006: Création du premier Lobby pro-israélien auprès de l'Union Européenne Par Yedioth Ahronoth Publié le 6 septembre 2006.

La comparaison avec l'AIPAC paraît présomptueuse pour qui quiconque connaît un soit peu la puissance du lobby juif américain, membre organique du complexe militaro industriel américain et de la stratégie de l'Otan

Pour aller plus loin sur ce sujet, voir ce dossier consacré à la propagande israélienne:

<http://www.renenaba.com/israel-de-la-propagande-part-13-2/>

<http://www.renenaba.com/israel-de-la-propagande-part-23/>

<http://www.renenaba.com/israel-de-la-propagande-part-33/>

Au delà de cette controverse, le fait que des parlementaires européens, déjà rétribués par le budget du parlement européen, soient financés par des hommes d'affaires juifs, sans que cette grave violation à la déontologie, n'entraîne des poursuites judiciaires pour fait de prévarications et de corruption, donne la mesure de la confusion mentale et morale dans laquelle baigne la nébuleuse parlementaire européenne et l'impunité que confère le statut d'Amis d'Israël».

C- L'Institut Transatlantique de Bruxelles: Un diplomate hollandais, lobbyiste principal d'un groupe pro-Israël.

A l'image du pantouflage en France, une pratique courante dans la haute administration française, un diplomate hollandais George Van Bergen est passé du statut de fonctionnaire chargé de la gestion des dossiers sur le Moyen-Orient à celui de lobbyiste auprès de ses anciens collègues pour les intérêts d'Israël.

Débauché de l'ambassade des Pays-Bas auprès de l'Union Européenne pour occuper les fonctions de sous-directeur de l'Institut Transatlantique, le bureau bruxellois de l'AJC (Comité juif américain), Van Bergen, en guise d'entrée en matière, a inauguré ses fonctions par une stigmatisation des Palestiniens, tirant profit l'émotion suscitée par les attentats islamistes de Bruxelles et de la place fantasmagorique qu'occupe dans l'imaginaire belge par Molenbeek, la banlieue populeuse de Bruxelles.

L'homme a été aussitôt relayé par Murray Goldman, l'un des membres du conseil d'administration de l'Institut Transatlantique de l'AJC: «Les leaders politiques en Europe et en Amérique doivent publiquement défier la majorité des musulmans dans le monde à

condamner ces actes de terreur et de violence», a-t-il écrit dans l'Atlanta Jewish Times.

Sauf que dans son exaltation guerrière, Murray Goldman a oublié le fait que depuis le début du XXI siècle, les Etats-Unis, le Royaume Uni et la France, sous divers prétexte, «guerre contre le terrorisme», «changement démocratique des pays arabes, ont soit directement attaqué soit participé à des guerres contre des musulmans en Afghanistan, en Irak, en Somalie, au Yémen, au Pakistan, en Syrie, en Palestine, au Liban, au Mali et Libye, souvent avec l'aide des groupements terroristes islamistes, dont ils sont les parrains.

L'Institut Transatlantique de l'AJC est subventionné par le «Comité des Juifs Américains» dont le quartier général est situé à New York. Le plus gros donateur connu de l'AJC est Seth Klarman, un investisseur milliardaire.

Connu pour avoir soutenu Elad, un groupe cherchant à exclure les Palestiniens de la partie occupée à l'est de Jérusalem, l'institut transatlantique de l'AJC essaye de persuader l'UE de faire preuve de souplesse à l'égard des colonies d'Israël dans l'est de Jérusalem et plus largement, en Cisjordanie.

5- L'alliance entre l'extrême droite israélienne et Israël, une imposture morale.

L'arabophobie et son corollaire l'islamophobie ont servi de ciment à l'alliance entre l'extrême droit européenne et Israël; une alliance qui a constitué une imposture morale en ce qu'elle a scellé l'alliance des descendants des victimes du génocide hitlérien avec les héritiers spirituels de leurs anciens bourreaux.

Le carnage d'Oslo, en juillet 2011, par Anders Behring Breivik (75 morts), apparaît ainsi rétrospectivement comme une conséquence indirecte de cette collusion, symptomatique des dérives intellectuelles occidentales.

Circonstance aggravante, le silence complice de la presse occidentale envers cette alliance contre nature. Pas un grand journal européen, en effet, n'a émis la moindre critique contre cette phraséologie islamophobe et arabophobe qui a prospéré dans les débats politiques, particulièrement dans les médias, sous couvert de lutte contre le «terrorisme islamique», pour fustiger en fait les réfractaires à la pensée hégémonique occidentale.

Pas un n'a émis la moindre réserve contre des propos démagogiques, tels le «fascislamisme», l'expression préférée du tandem magique du journal Le Figaro Alexandre Adler et Yvan Rioufol ou «Eurabia», l'expression forgée par la théoricienne de l'ultra droite européenne, Bat Ye'or, une juive égyptienne de nationalité britannique, icône des milieux d'extrême droite, pour dénoncer une prétendue islamisation rampante de l'Europe, de même que leur sœur jumelle, l'expression méprisante d'«islamo gauchiste», brandie en vue de criminaliser la mise sur pied d'une alliance des exclus de la société d'abondance fédérant les diverses composantes de la société française, au delà des clivages religieux ou communautaires.

Pas un n'a cillé face au travail de déconstruction historique entrepris par Bernard Henry Lévy, présentant, dans une sorte de révisionnisme anti arabe, «l'islamisme radical comme une variante de ce phénomène mondial que fut, il y a presque un siècle, le fascisme»

Pas un n'a pointé le déplacement d'une impressionnante délégation de près de trente-cinq parlementaires et responsables européens d'extrême droite, effectué le 18 décembre 2010 en Israël, durant les vacances de Noël. La délégation couvrait toute la gamme des

sensibilités droitières européennes, des populistes de l'UDC aux fascistes suédois, dont le lien commun était une égale islamophobie, amplifiée par le passé nazi ou antisémite avéré de certains des participants.

La délégation était composée des personnalités suivantes: Geert Wilders, fondateur du PVV (Partij voor de Vrijheid, Parti pour la Liberté), parti populiste néerlandais, Filip Dewinter et Frank Creyelman (responsable de la commission des affaires étrangères, Parlement belge), Heinz-Christian Strache (successeur de Jorg Haïder), René Stadtkewitz (président du Parti de la Liberté Wilderien, Allemagne), Kent Ekeröth (responsable du Parti des Démocrates Suédois), des Suisses et bien évidemment des Danois, dont l'extrême-droite est ouvertement atlantiste.

6 - Benyamin Netanyahu Viktor Orban même combat

L'illustration la plus parfaite de cette convergence entre l'extrême droite européenne et israélienne aura été la visite effectuée le 19 juillet en Israël par le premier ministre hongrois Viktor Orban en vue de sceller avec son double israélien un rapprochement fondé sur le chauvinisme et le rejet des migrants.

«Il n'y a pas de pays au monde qui ressemble plus à l'Israël de Netanyahu que la Hongrie d'Orbán. Deux Etats de 9 millions d'habitants, dirigés par des nationalistes chevronnés qui s'accrochent au pouvoir malgré les accusations de corruption en effaçant la culture démocratique, cultivant la xénophobie et un sentiment de siège pour apeurer leurs électeurs», a fait valoir Anshel Pfeffer, éditorialiste du Haaretz, le quotidien de la gauche israélienne.

En 2017 à Budapest, le leader israélien avait alors absous de tout antisémitisme son homologue (admirateur déclaré de l'amiral Miklos Horthy, régent hongrois allié d'Adolf Hitler qui permit la déportation des deux tiers des Juifs hongrois, soit près d'un demi-million de personnes).

7- L'islamophobie, une idéologie de masse qui imprègne lentement la société française

«L'islamophobie est une idéologie de masse qui imprègne lentement la société française», observe Nicolas Lebourg, historien spécialiste de l'extrême droite, pointant la responsabilité tant de l'extrême droite radicale française, que de l'UMP, des intellectuels de la gauche laïque ou les grandes chaînes de télévision.

«L'argumentaire islamophobe est né à la marge, dans l'extrême droite radicale, avant de se diffuser dans la société française. Les guerres dans l'ancienne Yougoslavie ont marqué un tournant, avec les premières diffusions de l'idée que l'Europe est en cours d'islamisation. Y compris dans les hauts rangs de l'état-major français et dans une partie de la gauche laïque circulait l'idée que la Serbie était, au Kosovo, en train de défendre l'Europe contre l'islamisation. Depuis dix ans, on laisse le discours islamophobe devenir légitime», explique-t-il dans une interview à libération parue le 25 juillet 2011.

Pour aller plus loin sur ce sujet <https://www.renenaba.com/le-carnage-doslo-un-symptome-des-derives-de-la-pensee-intellectuelle-occidentale/>

8- Le rapport sur le «Lobby israélien et l'Union Européenne» de David Cronin, Sarah

Marusek et David Miller (1)

Oeuvre de trois auteurs appartenant à “Public Interest Investigations /Spinwatch”, David Cronin, journaliste irlandais, Sarah Marusek, chercheuse post-doctorante en étude des religions à l’Université de Johannesburg (Afrique du Sud), et, David Miller, professeur de sociologie au Département des Sciences sociales et politiques de l’Université de Bath (Grande-Bretagne), ce rapport “révèle l’étendue du financement du lobbying pro-Israélien en expansion à Bruxelles par des promoteurs et des bailleurs de fonds de l’Industrie de l’islamophobie aux États-Unis et dans les colonies israéliennes illégales en Cisjordanie et à Jérusalem”.

Cette étude, dont la rédaction a pris plus de deux ans, dévoile une “matrice de relations” au sein du lobby pro-Israélien, qui constitue un mouvement social dont les contours se superposent largement avec ceux de “l’industrie transatlantique de l’islamophobie”.

Les principaux soutiens du lobby israélien à Bruxelles comprennent par exemple :

Irving Moskowitz, un multi-millionnaire californien propriétaire de casinos, qui finance ouvertement la judaïsation de Jérusalem-Est et les colonies israéliennes en Cisjordanie.

Sheldon Adelson, ami du président américain Donald Trump, un milliardaire propriétaire de casinos et de médias, qui utilise son empire médiatique pour soutenir son ami de longue date, Benjamin Netanyahu.

Nina Rosenwald, héritière de la fortune de Sears Roebuck, surnommée par le journaliste Max Blumenthal “la mama en sucre de la haine anti-musulmane”-Daniel Pipes, que le “Center for American Progress” désigne comme faisant partir d’un “réseau d’experts en désinformation” qui “colporte la haine et la peur des musulmans et de l’islam”

Paul E. Singer, 2^{me} ami de Donald Trump, milliardaire états-unien de droite, qui est le troisième plus important contributeur à la campagne présidentielle des Républicains

Ce rapport lève le voile sur ce réseau transatlantique animé du secret. soulignant la contribution de leurs généraux donateurs à l’amplification de la colonisation illégale de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Il dévoile enfin comment le lobby a persuadé les parlementaires européens de s’abstenir de sanctionner Israël en dépit de ses constantes violations des droits humains, et il analyse comment les supporters d’Israël ont tenté de saper les campagnes citoyennes en faveur de la justice en Palestine.

Le dernier des parachutés néo conservateurs outre atlantique n’est autre que Steve Bannon, l’ultra droitier ancien conseiller de Donald Trump, qui a pris ses quartiers à Bruxelles avec pour mission de propulser au pouvoir le mouvement populiste et xénophobe européen, en vue de saborder l’Union Européenne.

https://www.lemonde.fr/pixels/article/2019/03/07/des-milliardaires-americains-finacent-discrètement-des-campagnes-de-desinformation-en-europe_5432486_4408996.html

Royaume Uni

La très visible domination du lobby pro israélien sur certains aspects de la politique gouvernementale des Etats Unis n’est pas unique. D’autres pays en pâtissent, tel le Royaume Uni.

Pour surprenant que cela puisse paraître, la «Mère des parlements» en Grande-Bretagne est peut-être l'organe législatif le plus dominé par les intérêts israéliens, plus, à bien des égards, que le Congrès des États-Unis.

Le Parti conservateur au pouvoir a un Groupe des Amis d'Israël dont plus de 80 % de ses parlementaires font partie. BICOM, le Centre de communication et de recherche de la Grande-Bretagne, est un clone situé à Londres de l'American Israel Political Action Committee (AIPAC). Il est bien financé et politiquement puissant, travaillant par l'intermédiaire de ses différents mandataires «Amis d'Israël».

Les organisations juives sont autorisées à patrouiller dans les quartiers juifs de Londres dans des uniformes de type policier tout en conduisant des véhicules de type policier. Des rapports font état de patrouilles menaçant les musulmans qui cherchent à entrer dans ces quartiers.

Cf à ce propos : La crucifixion de Jeremy Corbyn. Les amis d'Israël demandent sa totale reddition- Philip Giraldi <http://w41k.com/145285>

Epilogue : Paul Wolfowitz, Dominique Strauss Khan, Bernard Maddof, Harvey Weinstein.

Au terme de ce panorama non exhaustif, une vérité s'impose: Quatre des plus grands scandales planétaires du début du XXI^{me} siècle ont été le fait de membres actifs du lobby israélien à travers le monde.

Deux des protagonistes étaient des sommités du système bancaire mondiale:

Paul Wolfowitz, Président de la Banque Mondiale, auparavant ultra-faucon secrétaire à la défense lors de l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, contraint à la démission du fait d'un «comportement inapproprié» avec sa subordonnée, en fait son assistante d'origine libyenne. IL quittera ses fonctions poursuivi par les savates de jeunes turcs mécontents de son bellicisme.

Dominique Strauss Khan, le plus important sabordage politique en direct de la vie politique française, victime du penchant naturel d'un prédateur sexuel: le «troussage de domestique» au Sofitel New York.

Le 3^{me}, Bernard Madoff, victime de sa cupidité, a été le maître d'oeuvre d'une escroquerie d'une valeur de 65 milliards de dollars, une jonglerie financière fondée sur le mécanisme de la «Pyramide de Ponzi» fonctionnant sur la base d'une surprime du taux d'intérêt.

Parmi ses principales victimes figurent, paradoxalement, Bernard Henry Lévy et Elie Wiesel, et à titre de dommage collatéral le chanteur Enrico Macias, trois figures de proue du judaïsme institutionnel International.

Un des fondateurs du Nasdaq, à la bourse de New York, Bernard Madoff a été condamné à 150 ans de prison en 2008. Durant les premières années de sa détention son fils aîné, Marc, s'est suicidé et son fils cadet, Andrew, est décédé des suites d'un cancer. Seule survivante, son épouse, dévastée par ce désastre sans nom.

Le 4^{ème} n'est autre que Harvey Weinstein, le nabab d'Hollywood, victime de sa pulsion prédatrice.

Bernie, Ya ibn Ben Saf, Ismah'h wa chouf, dans la langue de ton pays natal:

«L'affaire Harvey Weinstein montre à quel point le fait de dominer un champ d'activité quelconque rend possible tous les abus de pouvoirs. La violence sexuelle est, en la matière, le paroxysme d'un continuum de pratiques dégradantes infligées à tous les dominés».

Le constat est d'un philosophe comme vous, certes, pas un «nouveau philosophe» mais un vrai, un authentique philosophe, un vrai de vrai, pas un chiqué, Laurent Paillard. Son constat est mentionné dans «l'Affaire Harvey Weinstein et les ordonnances de la honte», «Les indigné.e.s» N° 48 Trimestriel 6ème année Juin 2018. Fhimit ya ibn Beni Saf??

Un fort sentiment d'omnipotence et d'impunité a projeté ces quatre personnages vers l'enfer médiatique, la carbonisation publique et le déshonneur qu'aucun lobby si puissant soit-il n'aurait pu prévenir.

Au delà d'une griserie passagère, la lévitation peut réserver parfois de vilaines surprises. A défaut d'un code moral rigoureux, à défaut d'une conscience civique, la peur du gendarme devrait constituer le commencement de la sagesse, selon l'adage populaire bien connu.

Pour des personnes qui se réclament du «Peuple de la Bible», cela fait quelque peu désordre. Et la bonne preuve que parmi les enfants du Bon Dieu un lot appréciable de canards boiteux se fauillent toujours.

L'Occident chrétien a pensé purger son passif avec le judaïsme et lui témoigner sa solidarité expiatoire en créant l'Etat d'Israël en vue de «normaliser la condition juive diasporique et l'enraciner dans des composantes nationales claires», selon l'expression de l'écrivain israélien Abraham B. Yehoshua. (cf; La question juive posée au Monde» Libération 29 Novembre 2001.

Mais, en sous traitant au Monde arabe l'antisémitisme recurrent de la société occidentale, il a dans le même temps transmuté son contentieux bi millénaire avec une religion longtemps considérée comme «déicide» en un conflit israélo-arabe et en un conflit islamo-judaïque, en négation avec la symbiose andalouse.

Le refuge des juifs, des rescapés des camps de la mort et des persécutés, le pays du Kibboutz socialiste et de la fertilisation du désert, des libres penseurs et des anticonformistes est devenu, aussi, au fil des ans, un bastion de la religiosité rigoriste, des illuminés et des faux prophètes, de Meir Kahanna (Ligue de la Défense Juive) à Baruch Goldstein, l'auteur de la tuerie d'Hébron, le 25 février 1994, le pays des gangs mafieux et des repris de justice, de Meir Lansky, à Samuel Flatto-Sharon à Arcadi Gaydamak.

Au même titre que d'autres continents, l'Occident a engendré des monstres, tel Hitler et la défense du «Monde libre» n'a pas été l'apanage exclusif des occidentaux. Elle participe également de la contribution des peuples du tiers monde,-asiatique, arabe, africain, toutes religions confondues, dont plusieurs dizaines de milliers ont combattu aux côtés des Européens et des Américains contre les tyrannies du XX me siècle.

L'Allemagne, responsable du génocide juif du XXme siècle, le Royaume Uni, auteur de la Promesse Balfour portant création d'un «Foyer National Juif» sur la terre de la Palestine, au coeur de l'espace arabe, à l'intersection de la rive asiatique et de la rive africaine du Monde arabe, la France, enfin par ses massacres coloniaux répétitifs en terre d'Islam se doivent d'assumer, aux côtés des Etats Unis, le protecteur absolu de l'État Hébreu et le parrain de

toutes ses équipées militaires depuis un demi siècle, un rôle à la mesure de leur responsabilité antérieure dans la naissance du conflit israélo-arabe et de l'exacerbation du sentiment anti-occidental dans le Monde arabo-musulman.

Israël, pour tragique qu'ait été la souffrance des juifs au siècle dernier et éminente leur contribution à la culture du Monde, ne saurait faire l'impasse sur l'intérêt que portent 1,7 milliards de Musulmans et autant de Chrétiens à Jérusalem, une cité que le hasard de l'histoire a voué à être le lieu saint des trois religions monothéistes.

Point de fixation des conflits latents de l'Islam et de l'Occident, le conflit israélo-palestinien, au-delà le conflit israélo-arabe et d'une manière générale le passif post colonial sera purgé non par la coercition, ni non plus par la diplomatie de la canonniers et la négation des droits légitimes du peuple palestinien, mais par la coopération des divers protagonistes d'un contentieux qui a gangrené tout le XX me siècle pour déborder de manière apocalyptique sur le III me millénaire.

En annexe le rapport sur l'Islamophobie en Europe 2017

1- Note Luc Delval: Le rapport sur le «Lobby israélien et l'Union Européenne» de David Cronin, Sarah Marusek et David Miller est accessible sur ce lien: admin@europalforum.org.uk

“Public Interest Investigations” est une organisation à but non-lucratif indépendant, fondée en 2004, avec pour objectif de promouvoir une meilleure compréhension du rôle des “relations publiques”, de la propagande, du lobbying et des réseaux de pouvoir qu'ils soutiennent, notamment via son site web :www.spinwatch.org et un “wiki” :www.powerbase.info

“Europal Forum” est une organisation indépendante de défense des droits des Palestiniens, qui s'attache notamment à améliorer la compréhension et le dialogue entre les Palestiniens et les décideurs européens.

René Naba

La source originale de cet article est madaniya.info

Copyright © René Naba, madaniya.info, 2019

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de “L'Arabie saoudite, un royaume des

ténèbres” (Golias), “Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l’imaginaire français” (Harmattan), “Hariri, de père en fils, hommes d’affaires, premiers ministres (Harmattan), “Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David” (Bachari), “Média et Démocratie, la captation de l’imaginaire un enjeu du XXI^{me} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l’Institut Scandinave des Droits de l’Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l’Association d’amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l’Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l’Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca